



cmec

Conseil des
ministres
de l'Éducation
(Canada)

Council of
Ministers
of Education,
Canada

5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC (RMEA)

Gyeongju, Corée
Du 21 au 23 mai 2012

Rapport de la délégation du Canada

Table des matières

I. Introduction	3
II. Composition de la délégation du Canada	4
III. Programme	5
IV. Séance de clôture : adoption de la déclaration ministérielle commune.....	9
V. Observations de la délégation du Canada	11
VI. Séance de réflexion des ministres	12
ANNEXES	

I. Introduction

L'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) est le forum de choix pour faciliter la croissance économique, la coopération, le commerce et les investissements dans la région Asie-Pacifique. L'APEC est un groupe intergouvernemental qui fonctionne sur la base d'engagements non contraignants, d'un dialogue ouvert et d'un respect réciproque à l'égard du point de vue de tous ses membres. L'APEC n'impose pas d'obligations conventionnelles à ses membres. Au sein de l'APEC, les décisions sont prises par consensus et les engagements sont accomplis de façon volontaire.

La Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC (RMEA) a lieu tous les quatre ans. Les ministres de l'Éducation des 21 économies membres de l'APEC se sont réunis lors de la 5^e RMEA à Gyeongju, en Corée, du 21 au 23 mai 2012, un événement reconnu comme un « échange international de points de vue sur les dernières tendances et les progrès en éducation ».

Conformément aux priorités ciblées dans la Stratégie internationale du CMEC et la déclaration ministérielle *L'Éducation au Canada – Horizon 2020*, le CMEC a envoyé une délégation à la 5^e RMEA, dirigée par l'ambassadeur du Canada en Corée du Sud, M. David Chatterson, et M. Jeff Johnson, ministre de l'Éducation de l'Alberta. L'objectif du CMEC étant de continuer à promouvoir sa position et sa visibilité sur la scène internationale, M. Johnson a accepté de discuter du sujet de la formation professionnelle et des programmes d'enseignement supérieur pour les étudiantes et étudiants qui entrent sur le marché du travail.

M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie de la Corée était l'animateur et le président de la RMEA, qui avait pour thème *Future Challenges and Educational Responses: Fostering Global, Innovative and Cooperative Education* (défis futurs et réponses éducatives : favoriser un enseignement mondial, novateur et coopératif).

Dans son discours liminaire, M. Lee a indiqué que les technologies de l'information et des communications (TIC) en éducation ne sont plus seulement considérées comme une méthode efficace pour communiquer de l'information, mais qu'elles sont maintenant un outil essentiel pour la résolution de problèmes et la pensée critique. Il a aussi souligné que la coopération en éducation dans la région de l'APEC ne devrait pas se limiter au simple échange d'information, mais devrait plutôt se développer et s'approfondir afin que tous puissent en tirer parti.

M. Muhamad Noor, ambassadeur et directeur administratif du Secrétariat de l'APEC, a mentionné dans son discours que depuis la première RMEA aux États-Unis en 1992, les membres ont reconnu le lien étroit entre l'éducation et le développement des économies. Aux réunions ministérielles subséquentes à Singapour, au Chili et au Pérou, une plus grande importance a été accordée au rôle de l'éducation au 21^e siècle.

Lors de cette 5^e RMEA, les ministres se sont rencontrés afin de discuter de la promotion des talents pour le 21^e siècle, de la coopération en éducation et de la création de systèmes d'éducation novateurs. Les ministres ont également insisté sur les compétences et les aptitudes des prochaines générations qui sont nécessaires pour faire face aux défis qui se présentent. Il a également été question du besoin d'équiper la population étudiante afin d'atteindre des niveaux plus élevés d'apprentissage et d'intégrer les compétences clés du 21^e siècle dans un programme d'études, compétences que M^{me} Rosabeth Moss Kanter, professeure à l'Université Harvard, décrit comme « les trois C » : concepts (idées novatrices), compétences (aptitudes) et connexions (réseautage).

Les ministres ont reconnu qu'un fossé numérique existe au sein des économies de l'APEC, et ont insisté sur le fait que l'amélioration de l'utilisation des TIC en éducation sera la solution permettant d'atteindre les objectifs de l'APEC en matière d'éducation et de maintenir la croissance économique. Libéraliser le commerce et les investissements et étendre l'intégration économique régionale est la plus grande priorité de l'APEC. Renforcer la sécurité alimentaire et établir des chaînes d'approvisionnement fiables sont également des priorités importantes.

Les économies de l'APEC représentent 40 p. 100 de la population mondiale dans 21 pays, soit 2,7 milliards de personnes (Annexe I), ce qui est un nombre considérable. M. Noor a noté qu'il est essentiel de cultiver le vaste capital humain de l'APEC au moyen de l'éducation pour assurer une reprise économique durable. Il a insisté sur le fait que cela représente à la fois une occasion et un défi pour les économies de l'APEC.

Finalement, M. Noor a reconnu le travail important du Groupe de travail sur le développement des ressources humaines (GTDRH) de l'APEC et de son Réseau de l'éducation (EdNet) pour ce qui est de développer et d'étendre la base de connaissances en matière d'éducation pour la région de l'APEC. Il a noté que le travail d'acquisition et de mise en commun du savoir effectué par ces groupes par l'entremise de la banque de connaissances wiki du GTDRH de l'APEC et de l'*APEC Learning Community Builders* – ALCoB (bâtisseurs des communautés d'apprentissage de l'APEC) était réellement louable. Ces réseaux ont aidé à définir les domaines prioritaires en éducation, plus particulièrement : l'enseignement des mathématiques et des sciences; la formation professionnelle; et la formation relative aux TIC.

II. Composition de la délégation du Canada

M. Chatterson, ambassadeur du Canada en Corée du Sud, a été choisi par M. John Baird, ministre des Affaires étrangères, comme chef de la délégation du Canada. M. Johnson, ministre de l'Éducation de l'Alberta, a été nommé par le CMEC afin de représenter les provinces et les territoires et pour assumer le rôle de chef adjoint. La délégation du Canada a collaboré de façon efficace, M. Johnson et le CMEC s'étant chargés des questions relatives à l'éducation et M. Chatterson et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) s'étant occupés des questions liées aux engagements internationaux et de la déclaration commune que les ministres ont publiée à la suite de la réunion.



La délégation était également composée des personnes suivantes :

- M. Mike Williams, deuxième secrétaire, ambassade du Canada, Séoul, et représentant du MAECI
- M. Thomas Bradley, chef de cabinet de M. Johnson
- M^{me} Antonella Manca-Mangoff, coordonnatrice, International, Secrétariat du CMEC

III. Programme

Les discussions ont porté sur trois sous-thèmes principaux : mondialisation et éducation; innovation en éducation; et coopération en éducation (Annexe II).

1. Mondialisation et éducation

Pour ce sous-thème, les domaines prioritaires ayant fait l'objet de discussions comprenaient notamment : l'enseignement des mathématiques et des sciences, l'enseignement des langues et des cultures, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et la qualité de l'enseignement supérieur.

Enseignement des mathématiques et des sciences

La Fédération de Russie a donné une présentation sur l'enseignement des mathématiques et des sciences, dont l'accent portait sur le besoin d'avoir et d'appliquer les connaissances en mathématiques et en sciences dans la nouvelle économie numérique du ^{xxi}^e siècle. Quatre éléments ont été définis comme essentiels pour atteindre des résultats d'apprentissage optimaux en mathématiques et en sciences : l'efficacité du personnel enseignant; les connaissances et les compétences des élèves; la pertinence des normes et des programmes d'études; et les compétences pour le ^{xxi}^e siècle. Plus particulièrement, tous les élèves doivent être exposés de façon intensive au mode de pensée mathématique et à la résolution de

problèmes réels, et doivent maîtriser des niveaux adéquats de connaissances en probabilités et en statistiques. Ils doivent également être en mesure d'appliquer la pensée et le raisonnement scientifiques pour trouver des solutions à des problèmes, comme prendre des décisions « écologiques » pour préserver l'environnement. En collaboration avec la Corée, les États-Unis, l'Australie et le Japon, la Fédération de Russie a proposé la création d'un environnement ouvert à la collaboration en éducation et l'accès à des ressources d'enseignement et d'évaluation visant à améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans la région de l'APEC. Cet environnement comprendrait une banque de questions pour les tests, les examens et le suivi des progrès ainsi que des processus d'évaluation et des mécanismes de recherche ouverts à tous.

Enseignement des langues et des cultures

Les États-Unis ont insisté sur l'importance des langues et des cultures dans un monde de plus en plus interdépendant où les gens ont besoin de pouvoir créer des liens entre eux et d'interagir dans des groupes hétérogènes. Des compétences interculturelles, notamment en ce qui a trait aux diverses cultures, à la coopération et au travail d'équipe, et à la gestion et résolution de conflits, sont des compétences qui permettent aux individus de réussir dans une économie mondiale et d'être des citoyennes et citoyens du monde. L'éducation interculturelle est aussi la clé de l'innovation et de la résolution de problèmes, puisqu'elle se penche sur différentes approches et perspectives pour faire face à des problèmes précis.

EdNet a recommandé l'étude d'un certain nombre de projets : par exemple, la recherche sur les avantages scientifiques et économiques de l'acquisition des langues étrangères et de la compréhension culturelle; le niveau de maîtrise des langues requis au 21^e siècle; les langues particulières qu'il est recommandé de maîtriser pour favoriser les gains économiques; les approches systémiques pour l'apprentissage des langues; et l'amélioration du portail du wiki de l'APEC consacré à l'enseignement des langues et des cultures.

Le Mexique et la Thaïlande ont réitéré l'importance de l'acquisition des langues, indiquant que, bien que l'apprentissage de l'anglais soit encore au premier plan, il serait souhaitable de souligner aux ministres l'importance de l'apprentissage d'autres langues essentielles, comme le mandarin.

Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) et qualité de l'enseignement supérieur

La Chine a indiqué que, malgré la croissance et le progrès impressionnants des économies de l'APEC au cours des dernières décennies, c'est encore en Asie que se trouve le plus grand nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Plus d'attention doit être accordée aux économies sous-développées et en voie de développement pour ce qui est de bâtir une main-d'œuvre hautement compétente afin de maintenir et d'accroître leur pouvoir concurrentiel dans les marchés mondiaux.

Les représentantes et représentants d'autres économies ont mentionné un certain nombre de défis, comme la discrimination de la société à l'égard de l'EFTP, le manque de soutien ferme des gouvernements, le manque de financement, la pénurie d'éducatrices et d'éducateurs qualifiés et l'inadéquation entre les programmes d'études, les compétences des diplômées et diplômés et les besoins de l'industrie. Les économies ont relevé ces défis en établissant des cadres de qualification nationaux, en mettant sur pied des programmes axés sur les compétences, en offrant plus de souplesse pour ce qui est de l'accès au système et aux transitions et en améliorant l'encadrement et les services de consultation offerts aux étudiantes et étudiants.

La Chine a souligné qu'il est impératif que les établissements, le gouvernement et l'industrie travaillent de concert; que les programmes tertiaires d'EFTP soient intégrés aux programmes d'études secondaires; et que des programmes de formation en compétences « écologiques » soient offerts. Des initiatives ont été proposées pour renforcer l'EFTP dans la région de l'APEC, notamment un plus grand alignement entre les politiques de l'EFTP et les politiques économiques et industrielles afin de maintenir la croissance, la productivité et la capacité concurrentielle.

La Chine a demandé aux économies de parvenir à une entente sur la définition de la qualité de l'enseignement supérieur, indiquant qu'un certain nombre de combinaisons peuvent être utilisées pour mesurer la qualité (dépenses par étudiante ou étudiant, pourcentage de la population active ayant reçu une éducation tertiaire et occupant un emploi ou étant au chômage, etc.) et que l'enseignement supérieur doit répondre aux besoins des étudiantes et étudiants, des gouvernements et des employeurs. L'examen d'un certain nombre d'initiatives a été recommandé, par exemple, pour le cadre de l'APEC relatif à la qualité de l'enseignement supérieur, la recherche sur les nouvelles demandes pour la qualité de l'enseignement supérieur dans le contexte du ^exxi siècle et la mise en commun des pratiques et des politiques exemplaires.

M. Johnson a parlé des nouvelles approches adoptées au Canada pour simplifier les programmes d'EFTP pour les étudiantes et étudiants qui entrent sur le marché du travail. Il a indiqué que l'Alberta ainsi que d'autres instances du Canada sont reconnues à l'échelle internationale pour leurs systèmes d'éducation hautement performants et leurs politiques et pratiques innovatrices en matière d'éducation (Annexe III).

2. Innovation en éducation

Pour ce sous-thème, les domaines prioritaires ayant fait l'objet de discussions comprenaient les TIC et la qualité de l'enseignement et du personnel enseignant.

TIC et éducation

La Corée a donné une présentation sur les TIC en éducation, qui portait sur la façon dont les économies de l'APEC pouvaient coopérer pour maximiser l'utilisation des technologies en éducation. Les résultats d'une étude récente de l'APEC intitulée *International Experiences with Technology in Education* (expériences internationales avec la technologie en éducation) montre que :

- Les économies ont continué d'investir dans les TIC pour l'éducation même durant la crise économique mondiale (p. ex., le Canada est cité comme ayant investi pour augmenter le nombre d'écoles détenant une connexion Internet à large bande).
- Le secteur privé participe largement aux programmes de TIC en éducation des économies (p. ex., contributions d'équipement et de logiciels, conventions de service entre les instances éducationnelles et les sociétés spécialisées dans les technologies).
- Les économies (y compris le Canada) continuent de mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès aux ordinateurs pour le personnel enseignant et les élèves, indiquant souvent que l'objectif est d'avoir un ordinateur par élève.
- Certaines économies utilisent les TIC pour mener des évaluations nationales auprès des élèves.

L'accent a été mis sur l'importance de faire une meilleure utilisation des TIC afin que la technologie puisse servir de façon efficace à faciliter l'apprentissage, notamment en ce qui a trait aux compétences de haut niveau requises pour la population active au XXI^e siècle. D'un autre côté, la Corée a formulé une mise en garde contre l'utilisation obsessionnelle de la technologie, qui peut mener au manque de compétences sociales. La Corée a recommandé l'examen d'un certain nombre d'initiatives, notamment sur les normes et les programmes de formation relatifs aux TIC; la recherche commune sur les technologies émergentes; un colloque sur les TIC et les compétences pour le XXI^e siècle; et un centre de soutien d'information pédagogique. La Corée a demandé aux économies d'unir leurs efforts puisque ces initiatives ne peuvent pas être accomplies par une seule économie.

Hong Kong a noté que le but de la technologie n'est pas de remplacer les manuels par du matériel électronique, mais d'encourager l'apprentissage autonome au moyen de la technologie et de favoriser l'intérêt à l'égard de l'apprentissage tout au long de la vie. Hong Kong a recommandé que des initiatives comme l'élaboration de pratiques d'apprentissage en ligne durable et des stratégies pour la création de livres électroniques soient considérées.

Qualité du personnel enseignant

Les États-Unis ont présenté un document d'information intitulé *A Quality Teacher in Every APEC Classroom: Strengthening Teacher Preparation* (une enseignante ou un enseignant de qualité dans chaque classe des économies de l'APEC : renforcer la préparation du personnel enseignant), qui faisait état du besoin impératif d'améliorer la préparation du personnel

enseignant pour former les élèves au XXI^e siècle. La recherche effectuée au moyen du projet *Quality of Teacher Preparation in Secondary Math and Science* (qualité de la préparation du personnel enseignant en mathématiques et en sciences au secondaire) de l'APEC démontre qu'il y a cinq caractéristiques communes qui décrivent une enseignante ou un enseignant de qualité : cette personne donne un enseignement centré sur l'apprenante ou l'apprenant; elle a une bonne connaissance du contenu; elle détient des compétences en enseignement; elle prend part à un perfectionnement professionnel continu; et elle prend une part active à la profession et à la communauté. À ces caractéristiques, le document propose d'ajouter les dimensions de *valeurs et identité* et de *technologie et compétences en matière de mondialisation*.

Les États-Unis ont indiqué que le Sommet international de 2012 sur la profession enseignante qui a eu lieu cette année en mars à New York a eu un impact sur les politiques aux États-Unis et a amélioré la profession enseignante de plusieurs façons, notamment pour ce qui est d'attirer les meilleures candidates et meilleurs candidats, d'appliquer un processus de sélection rigoureux et de considérer l'enseignement personnalisé au moyen de la technologie.

3. Coopération en éducation

La Corée a donné une présentation intitulée *Educational Cooperation in the APEC Region: Envisioning Together for the Future and Hope* (la coopération en éducation dans la région de l'APEC : imaginons ensemble pour l'avenir et l'espoir). Il s'agissait de la première fois que la coopération faisait l'objet de discussions à une RMEA. La Corée a souligné l'importance de la coopération, à la lumière de la mondialisation, des différences entre les économies de l'APEC (p. ex., écart numérique) et du besoin de contrôler et d'évaluer les résultats des projets entrepris conjointement. Une analyse initiale montre qu'il n'y a pas de définition claire de la coopération au sein de l'APEC et que des lignes directrices explicites et un mécanisme de soutien sont requis. Par conséquent, la Corée a proposé l'établissement d'un groupe de travail sur la coopération en éducation afin d'étudier le sujet de la coopération au cours des quatre prochaines années (de 2013 à 2016). À la suite de la discussion, les ministres ont accepté de nommer cette initiative l'*Education Cooperation Project – ECP* (projet sur la coopération en éducation), qui tiendra lieu de groupe de travail bénévole. Ils ont demandé à l'ECP de faire une ébauche d'un rapport qui sera soumis à la 6^e RMEA par l'entremise d'EdNet, d'ici 2016 (voir la section IV pour plus de renseignements).

IV. Séance de clôture : adoption de la déclaration ministérielle commune

À la fin de la réunion, les ministres ont formulé une déclaration commune (Annexe IV) dans laquelle ils se sont engagés à favoriser la croissance de l'innovation dans la région, à promouvoir les compétences futures adéquates pour la société planétaire, à créer des systèmes de prestation novateurs en matière d'enseignement et à favoriser la prise de décisions stratégiques de façon plus collaborative.

Les économies, y compris le Canada, ont reconnu l'importance de continuer d'améliorer la capacité dans toutes les économies de l'APEC, de favoriser un environnement ouvert pour la collaboration en enseignement des mathématiques et des sciences, d'appuyer l'enseignement des langues étrangères, d'étendre les occasions de participer aux programmes d'EFTP et d'améliorer la qualité de l'éducation en renforçant la main-d'œuvre enseignante, en utilisant des indicateurs de haute qualité et en facilitant la mobilité des élèves et des fournisseurs de services éducatifs dans la région de l'APEC.

Les ministres ont également reconnu l'importance d'améliorer l'utilisation des TIC en éducation et d'améliorer la capacité du personnel enseignant en ce qui concerne l'utilisation efficace des TIC afin que les élèves puissent acquérir les compétences requises pour le ^{xxi}^e siècle. Ils ont reconnu que la qualité du personnel enseignant est l'un des facteurs essentiels permettant de déterminer le succès des élèves et, par conséquent, l'importance de la préparation des enseignantes et enseignants et de leur développement, et du soutien qu'il faut leur offrir à toutes les étapes, du recrutement jusqu'au perfectionnement professionnel.

Les ministres ont aussi reconnu qu'une plus grande coopération entre les fournisseurs de services éducatifs, les entreprises et les autres parties intéressées était nécessaire pour surmonter les défis mondiaux et régionaux, notamment pour ce qui est de réduire les écarts économiques et numériques. Ils ont convenu qu'il est nécessaire que des projets pluriannuels soient entrepris par EdNet pour faciliter et évaluer les projets de collaboration régionaux. Les ministres ont souligné le travail des fonctionnaires, qui ont étudié un certain nombre de propositions visant une intégration plus poussée dans les services éducatifs, y compris la proposition faite par la Fédération de Russie pour la création d'une coopération en enseignement supérieur.

En réponse à la proposition précitée faite par la Fédération de Russie, laquelle est appelée *l'APEC Higher Education Common Space – APHECS* (espace commun pour l'enseignement supérieur de l'APEC), la délégation du Canada a fait preuve de diplomatie en coulisse pour s'assurer que le libellé de la déclaration commune ne dépassait pas certaines limites qui engageraient le Canada à prendre part à des projets internationaux en éducation sans la consultation et l'appui des parties intéressées du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux ainsi que des établissements. En consultation avec le MAECI à Ottawa, les États-Unis et la Russie, un consensus a été atteint quant au libellé, qui ne faisait que reconnaître l'existence de la proposition et avait seulement pour but la mise en commun de la recherche, de l'information et du savoir (voir l'avant-dernière phrase du paragraphe 17 de la déclaration commune, Annexe IV).

À la demande de M. Chatterson, la Corée a clarifié que le paragraphe 18 de la déclaration commune, qui faisait référence au projet d'EdNet autofinancé de la Corée, l'ECP (initialement appelé « groupe de travail sur la coopération en éducation »), avait été modifié de façon à tenir compte du besoin de pousser la consultation et de permettre au processus approprié d'EdNet de suivre son cours.

Les ministres ont accueilli favorablement l'engagement de la Corée quant à l'autofinancement de ce nouveau projet d'EdNet, projet qui sera accompli par un groupe de travail bénévole au cours des quatre prochaines années. Les ministres ont demandé au groupe de travail de l'ÉCP de rédiger une ébauche d'un rapport sur les résultats, qui pourrait être intitulé *APEC Educational Cooperation Strategies* (stratégies de coopération en éducation de l'APEC), et de le soumettre lors de la 6^e RMEA par l'entremise d'EdNet, d'ici 2016. Les ministres ont également convenu que le rapport devrait comprendre des façons d'étendre la coopération en éducation et devrait consolider les constatations de la recherche collaborative et des discussions des colloques prévus pour la période de 2013 à 2016. Le rapport devrait également donner une orientation pour mettre au point un système de coopération mutuellement bénéfique. De plus, les ministres ont demandé à EdNet de créer un portail pour la coopération en éducation dans la banque de connaissances wiki de l'APEC, qui contiendrait l'information sur les constatations de la recherche, les documents et les ressources.

Les ministres ont reconnu que des efforts étaient actuellement déployés avec les organismes internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation des ministres de l'Éducation des pays du sud-est asiatique (OMEASE), la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour la recherche coopérative et la mise en commun des pratiques exemplaires. Les ministres ont demandé à EdNet de tirer parti de ces relations et de les renforcer, et de créer de nouvelles relations avec les organismes dont les priorités correspondent à celles de l'APEC.

Finalement, en conclusion, les ministres ont demandé qu'EdNet présente un rapport sur les recommandations découlant de cette 5^e RMEA lors de la prochaine Réunion des chefs de gouvernement de l'APEC qui aura lieu à Vladivostok, en Russie, en septembre 2012, et qu'il présente des rapports annuels sur les progrès ayant trait aux objectifs établis au cours de la réunion.

V. Observations de la délégation du Canada

La région de l'APEC est remplie de potentiel et de promesses, et elle connaît une croissance spectaculaire. L'APEC est un forum composé de 21 économies qui cherchent à promouvoir la libéralisation et l'ouverture du commerce et de l'investissement ainsi que l'intégration économique régionale. L'APEC représente 40 p. 100 de la population mondiale et 54 p. 100 du PIB mondial.

La consolidation des liens économiques, éducationnels et culturels avec l'Asie demeure au cœur des priorités du Canada. Les économies comme la Chine sont des partisans stratégiques de l'APEC. Plusieurs instances au Canada ont renouvelé leurs ententes avec la Chine pour poursuivre les relations de coopération entre leurs ministères de l'Éducation respectifs. L'APEC demeure l'un des organismes clés pour les ministres de l'Éducation. Il est donc crucial que le Canada et le CMEC soient présents à ces réunions, qui contribuent à consolider les rapports avec les économies comme la Chine, le Japon, Singapour et l'Australie.

La participation à l'APEC donne une occasion de discuter d'enjeux communs, permet de comprendre les systèmes d'éducation des régions et offre la possibilité de faire connaître le système d'éducation diversifié du Canada. Nous tirons parti de cette occasion d'apprendre de ces économies, comme elles apprennent de nos expériences.

VI. Séance de réflexion des ministres

À la suite de la 5^e RMEA, M. Lee de la Corée a invité les ministres à poursuivre les discussions dans un cadre plus privé. Au cours de cette rencontre, les ministres ont convenu de proposer que les RMEA soient tenues tous les deux ans plutôt que tous les quatre ans. Puisque cette proposition pourrait avoir des implications budgétaires, la question devrait être soumise aux hauts fonctionnaires de l'APEC.

La décision d'organiser les RMEA à venir reposerait également sur l'hôte de la RMEA au cours de l'année pour laquelle la réunion serait proposée. À cet égard, le directeur administratif du Secrétariat de l'APEC devrait consulter les hôtes des RMEA à venir dans le but de s'assurer qu'ils souhaitent organiser une RMEA. Si le pays hôte ne souhaite pas organiser une RMEA, la prochaine réunion aurait lieu seulement lorsqu'un hôte se porterait volontaire pour le faire.

Membres de l'APEC

L'APEC compte 21 membres. Le terme « économies » désigne les membres de l'APEC parce que le processus de coopération de l'APEC a trait principalement aux questions relatives au commerce et à l'économie, les membres interagissant à titre d'entités économiques.

Économie	Date d'adhésion à l'APEC
Australie	6-7 novembre 1989
Brunei Darussalam	6-7 novembre 1989
Canada	6-7 novembre 1989
Chili	11-12 novembre 1994
République populaire de Chine	12-14 novembre 1991
Hong Kong, Chine	12-14 novembre 1991
République de Corée	6-7 novembre 1989
États-Unis	6-7 novembre 1989
Indonésie	6-7 novembre 1989
Japon	6-7 novembre 1989
Malaisie	6-7 novembre 1989
Mexique	17-19 novembre 1993
Nouvelle-Zélande	6-7 novembre 1989
Papouasie-Nouvelle-Guinée	17-19 novembre 1993
Pérou	14-15 novembre 1998
Philippines	6-7 novembre 1989
Russie	14-15 novembre 1998
Singapour	6-7 novembre 1989
Taïpei chinois	12-14 novembre 1991
Thaïlande	6-7 novembre 1989
Vietnam	14-15 novembre 1998

PROGRAMME



**Asia-Pacific
Economic Cooperation**

2012/RMEA/XXX

Point à l'ordre du jour :

**Ordre du jour de la 5^e Réunion des ministres de
l'Éducation de l'APEC**

Défis futurs et réponses éducatives :

favoriser un enseignement mondial, novateur et coopératif

Objet : Examen

Soumis par la Corée



5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC

Gyeongju, Corée

Du 21 au 23 mai 2012

5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC

Du 21 au 23 mai 2012

Gyeongju, Corée

Projet d'ordre du jour (en date du 15 mai 2012)

Lundi 21 mai 2012

(Lieu : Hôtel Hyundai)

(Code vestimentaire : tenue d'affaires)

8 h – 19 h **Inscription des personnes déléguées, bureau d'accréditation, salle 1F de l'hôtel Hyundai**

14 h – 17 h **Réunion du groupe de travail**

(Lieu : Salle des congrès, B1F, hôtel Hyundai)

Présidence : Coprésidentes et coprésident hôtes de la Corée (M. Kyeong-Mo Koh, sous-ministre de la Planification et de la Coordination, ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MEST); M^{me} You-Mi Suh, directrice générale du Bureau de coopération internationale, MEST; M^{me} Mee Sook Kim, Ph.D. Korean Educational Development Institute); pays responsable du Groupe de travail sur le développement des ressources humaines de l'APEC (M. Young-Hwan Kim); coordonnatrice d'EdNet (M^{me} Adriana De Kanter)

14 h – 14 h 20**Séance d'ouverture de la réunion du groupe de travail**

14 h – 14 h 10

1. Remarques préliminaires (M. Kyeong-Mo Koh, sous-ministre du MEST, Corée)

14 h 10 – 14 h 15

2. Mots de bienvenue (M. Young-Hwan Kim, pays responsable du Groupe de travail sur le développement des ressources humaines de l'APEC)

14 h 15 – 14 h 20

3. Mots de félicitation (M^{me} Adriana De Kanter, coordonnatrice d'EdNet)

14 h 20 – 14 h 45**Réunion du groupe de travail**

14 h 20 – 14 h 25

4. Adoption de l'ordre du jour de la réunion du groupe de travail de haut niveau (présidence)

14 h 25 – 14 h 35

5. Étude préalable au colloque sur la recherche des ministres (coordonnatrice d'EdNet)

14 h 35 – 14 h 45

6. Présentation des programmes des réunions ministérielles (équipe de préparation de la RMEA)

14 h 45 – 15 h**Pause****15 h – 16 h 10****Réunion du groupe de travail (suite)**

15 h – 15 h 10

7. Présentation de l'ébauche de la déclaration ministérielle commune

15 h 10 – 15 h 30

- 7.1. Discussion de la première séance : Mondialisation et éducation

15 h 30 – 15 h 50

- 7.2. Discussion de la deuxième séance : Innovation en éducation

15 h 50 – 16 h 10

- 7.3. Discussion de la troisième séance : Coopération en éducation

16 h 10 – 16 h 20**Pause**

16 h 20 – 16 h 55

8. Discussion finale sur la déclaration ministérielle commune

16 h 55 – 17 h

9. Remarques de clôture (M^{me} You-Mi Suh, directrice générale du Bureau de coopération internationale, MEST, Corée)

17 h 30 – 19 h 30**Réception de bienvenue**

Dîner de bienvenue organisé par le gouverneur de la province de Gyeongsangbuk-do

(Lieu : Jardin de la terrasse, Hôtel Hyundai)

Mardi 22 mai 2012

(Lieu : Hôtel Hyundai)

(Code vestimentaire : tenue d'affaires)

7 h 45 – 19 h **Inscription des personnes déléguées, bureau d'accréditation, salle 1F de l'hôtel Hyundai**

8 h 56 – 9 h **Vidéoclip sur la 5^e RMEA**

9 h – 9 h 50 **Séance d'ouverture**

(Lieu : Salle des congrès, B1F, hôtel Hyundai)

Présidence : Président hôte de la Corée (M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie de la Corée); Russie (M. Sergey Ivanets, ministre par intérim de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie); Secrétariat de l'APEC (M. Muhamad Noor, ambassadeur et directeur administratif du Secrétariat de l'APEC)

9 h 05 – 9 h 10 **1. Remarques préliminaires**

Président de la Corée, à déterminer

9 h 10 – 9 h 20 **2. Mots de félicitation**

M. Sergey Ivanets, ministre par intérim de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie

9 h 20 – 9 h 30 **3. Allocution (thème à déterminer)**

M. Muhamad Noor, ambassadeur et directeur administratif du Secrétariat de l'APEC

9 h 30 – 9 h 50 **4. Discours liminaire**

Défis futurs et réponses éducatives : favoriser un enseignement mondial, novateur et coopératif

M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie de la Corée

9 h 50 – 10 h 05 **Séance de photos officielles**

10 h 05 – 10 h 15 **Pause**

10 h 15 – 11 h 45

Séance 1 : mondialisation et éducation

Mondialisation et éducation – Préparer les élèves avec les compétences futures requises pour le collège et la carrière dans une économie mondiale basée sur le savoir

Président : Corée (M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie)

10 h 15 – 10 h 35

5. Discussion sur un domaine prioritaire : Enseignement des mathématiques et des sciences

(Élément nécessaire pour la capacité concurrentielle mondiale)

10 h 15 – 10 h 30

5.1. Enseignement des mathématiques et des sciences de l'APEC (Fédération de Russie)

M. Sergey Ivanets, ministre par intérim de l'Éducation et des Sciences

10 h 30 – 10 h 35

5.2. Réaction du participant à la discussion désigné (Japon)

M. Takashi KII, vice-ministre de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie

10 h 35 – 11 h

6. Discussion sur un domaine prioritaire : Enseignement des langues et des cultures

(Élément nécessaire pour la capacité concurrentielle mondiale)

10 h 35 – 10 h 50

6.1. Enseignement des langues et des cultures (EdNet)

M^{me} Adriana De Kanter, coordonnatrice d'EdNet

10 h 50 – 10 h 55

6.2. Réaction du participant à la discussion désigné (Thaïlande)

M. Suchart Thada-Thamrongvech, ministre de l'Éducation

10 h 55 – 11 h

6.3. Réaction du participant à la discussion désigné (Mexique, à déterminer)

M. Jose Angel Cordova Villalobos, secrétaire de l'Éducation publique (à déterminer)

11 h – 11 h 05

6.4. Discussion sur un domaine prioritaire

11 h 05 – 11 h 45

7. Discussion sur un domaine prioritaire : EFTP et qualité de l'enseignement supérieur

(Élément nécessaire pour la transition vers le marché du travail)

- 11 h 05 – 11 h 25 **7.1. EFTP et qualité de l'enseignement supérieur (Chine)**
À déterminer
- 11 h 25 – 11 h 30 **7.2. Réaction du participant à la discussion désigné (Indonésie)**
M. Mohammad Nuh, ministre de l'Éducation et de la Culture
- 11 h 30 – 11 h 35 **7.3. Réaction du participant à la discussion désigné (Canada)**
M. Jeff Johnson, ministre de l'Éducation, Alberta
- 11 h 35 – 11 h 45 **7.4. Discussion sur un domaine prioritaire**
- 11 h 45 – 13 h 30 Déjeuner officiel**
Déjeuner officiel pour les chefs de délégation
Organisé par M. Hwang-sik Kim, premier ministre de la Corée
(Lieu : Grande salle de bal, hôtel Hilton)
Déjeuner pour le reste des personnes déléguées
(Lieu : salle Dynastie, B2F, hôtel Hyundai)
- 13 h 30 – 15 h Séance 2 : Innovation en éducation**
Innovation en éducation – le besoin de créer des système d'éducation qui aident les élèves à faire face aux défis de façon innovatrice
Président : Corée (M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie)
- 13 h 30 – 14 h 15 8. Discussion sur un domaine prioritaire : TIC en éducation**
- 13 h 30 – 13 h 50 **8.1. TIC en éducation pour une croissance innovatrice de la région de l'APEC (Corée)**
M. Kyeong-Mo Koh, sous-ministre de la Planification et de la Coordination
- 13 h 50 – 14 h **8.2. Progrès dans l'utilisation des TIC en éducation (Hong Kong)**
M. Kenneth Chen, sous-secrétaire
- 14 h – 14 h 05 **8.3. Réaction du participant à la discussion désigné (Thaïlande)**
M. Suchart Thada-Thamrongvech, ministre de l'Éducation
- 14 h 05 – 14 h 10 **8.4. Réaction du participant à la discussion désigné (Indonésie)**

M. Mohammad Nuh, ministre de l'Éducation et de la Culture

14 h 10 – 14 h 15

8.5. Discussion sur un domaine prioritaire

14 h 15 – 15 h

9. Discussion sur un domaine prioritaire : qualité du personnel enseignant

14 h 15 – 14 h 35

9.1. Une enseignante ou un enseignant de qualité dans chaque classe de l'APEC (États-Unis)

M^{me} Maureen McLaughlin, directrice des Affaires internationales

14 h 35 – 14 h 40

9.2. Réaction du participant à la discussion désigné (Chine)

M. Gui ren Yuan, ministre de l'Éducation

14 h 40 – 14 h 45

9.3. Réaction du participant à la discussion désigné (Corée)

M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie

14 h 45 – 15 h

9.4. Discussion sur un domaine prioritaire

15 h – 15 h 15

Pause

15 h 15 – 16 h 30

Séance 3 : Coopération en éducation

Coopération en éducation – les changements relatifs à la nature du travail et de l'éducation demandent que l'élaboration des politiques, les efforts de réformes et la mise en œuvre des programmes soient réalisés sous un angle plus collaboratif et mondial

Président : Corée (M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie)

15 h 15 – 16 h 30

10. Discussion sur un domaine prioritaire : coopération

15 h 15 – 15 h 35

10.1. La coopération en éducation dans la région de l'APEC : Imaginons ensemble pour l'avenir et l'espoir (Corée)

M. Kyeong-Mo Koh, sous-ministre de la Planification et de la Coordination

15 h 35 – 15 h 50

10.2. Coopération à l'égard du wiki de l'APEC (États-Unis)

M^{me} Adriana De Kanter, coordonnatrice d'EdNet

15 h 50 – 16 h

10.3. Réaction de la participante ou du participant à la discussion désigné (à déterminer)

16 h – 16 h 30

10.4. Discussion sur un domaine prioritaire

16 h 30 – 16 h 40	Pause
16 h 40 – 17 h 40	Synthèse de la discussion
16 h 40 – 17 h 10	11. Résumé de la discussion
	11.1. Récapitulation – 10 minutes
	M. Tony Miller, sous-secrétaire du ministère de l'Éducation, États-Unis
	11.2. Discussion libre
17 h 10 – 17 h 30	12. Discussion sur les objectifs des ministres
17 h 30 – 17 h 40	13. Remarques de clôture pour le premier jour
	M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie
17 h 50 – 18 h 10	Départ pour le lieu du dîner
	Départ de l'hôtel Hyundai
18 h 10 – 20 h	Dîner officiel
	Organisé par M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, Corée
	(Lieu : Musée Art Sonje)
	Discours liminaire du dîner (ministre de la Corée)
	Discours de félicitations du dîner (directeur administratif du Secrétariat de l'APEC, à déterminer)

Mercredi 23 mai 2012

(Lieu : Hôtel Hyundai)

(Code vestimentaire : tenue d'affaires)

7 h 45 – 12 h	Inscription des personnes déléguées, bureau d'accréditation, salle 1F de l'hôtel Hyundai
9 h – 9 h 50	Séance de clôture
9 h – 9 h 40	14. Adoption de la déclaration ministérielle commune
9 h – 9 h 30	14.1. Étude de la déclaration commune et discussion
9 h 30 – 9 h 40	14.2. Adoption de la déclaration ministérielle commune
9 h 40 – 9 h 50	15. Remarques de clôture
	M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie
9 h 50 – 10 h	Pause
10 h – 10 h 40	Conférence de presse
10 h 40 – 11 h 40	Période de réflexion des ministres
10h 40 – 11 h	16. Séance de photos
11 h – 11 h 40	17. Période de réflexion des ministres
12 h – 13 h 30	Déjeuner
	<u>Déjeuner organisé par le commissaire de l'Éducation, Gyeongsangbuk-do</u>
	(Lieu : Centre de l'éducation et des arts Gyeongju)
13 h 30 – 18 h	Activité : visite des meilleures écoles et visite culturelle
	Départ du centre de l'éducation et des arts Gyeongju
18 h – 20 h	Dîner d'adieu
	<u>Dîner d'adieu organisé par le maire de la ville de Gyeongju</u>
	(Lieu : Hôtel Hyundai)
	Discours liminaire du dîner (M. Yang-Sik Choi, maire de la ville de Gyeongju)
	Santé (à déterminer)

**5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC
Gyeongju, Corée**

DISCOURS INTÉGRAL

**M. Jeff Johnson
Ministre de l'Éducation, Alberta**

Introduction

- Bonjour.
- Je suis honoré d'être parmi vous aujourd'hui et de représenter le Canada et ma province, l'Alberta, au nom du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).
- Il est possible que la situation du Canada quant à l'enseignement et la formation techniques et professionnels soit différente de celle des autres membres de l'APEC.
- Parce que nous avons déjà une pénurie de professionnels de métier qualifiés et que nous reconnaissons que même au sein d'une économie basée sur le savoir, nous aurons toujours besoin de personnel qualifié détenant des connaissances de plus en plus poussées, le Canada accorde une grande importance aux élèves suivant une formation professionnelle.
- À titre d'exemple, il y a quelques années, les personnes qui réparaient les portes de plateformes de chargement au sein de notre ministère avaient besoin de compétences mécaniques relativement simples. Aujourd'hui, ce même travail exige des compétences mécaniques similaires, mais également des connaissances ayant trait aux systèmes électriques, aux systèmes de télécommande programmée et aux systèmes d'alarme. Le besoin de personnes de métier qualifiées augmente, tout comme le niveau de connaissances que nous attendons de ces personnes.
- Dans ma province, l'Alberta, nous prévoyons que, d'ici la fin de cette décennie, nous connaîtrons un déficit de main-d'œuvre correspondant à 5 p. 100 de la population active, situation attribuable à la croissance de l'économie et au vieillissement de la main-d'œuvre.
- C'est pour cette raison, que le gouvernement concentre ses efforts de façon agressive pour attirer des travailleuses et des travailleurs qualifiés dans des secteurs précis et dans certaines régions.
- Parce que les politiques en matière d'éducation et les services éducatifs sont décentralisés au Canada, les normes et la coopération sont des aspects importants. Le Canada a mis sur pied le programme du Sceau rouge, qui prévoit des normes et des évaluations

pancanadiennes pour 47 métiers spécialisés, pour offrir aux travailleuses et travailleurs une plus grande mobilité entre les provinces et les territoires.

- Le programme du Sceau rouge offre un ensemble de normes pancanadiennes qui peuvent être développées par les provinces et les territoires afin de répondre à leurs besoins locaux et favorisent la mobilité de la main-d'œuvre en fournissant des certifications reconnues à l'échelle du pays.
- Cette formation est offerte principalement par des programmes d'apprentissage et des collèges dans chaque province ou territoire qui travaille en partenariat avec les entreprises et l'industrie pour mettre au point des programmes de formation pertinents.
- Par exemple, le système de la province de la Colombie-Britannique a conçu l'éducation professionnelle de façon à ce qu'elle soit mieux adaptée aux besoins de l'industrie locale, avec une formation souple et modulaire, et les collèges de l'Alberta travaillent de concert avec l'industrie pour créer des écoles d'opération d'équipement lourd offrant une expérience pratique sur le terrain dans les régions de sables bitumineux dans le cadre de la formation et à titre d'investissement de capitaux de l'industrie.
- De plus en plus, nous prenons également des initiatives visant à mettre sur pied des mesures pour établir les résultats d'apprentissage. La province de l'Ontario participe à deux programmes et études pilotes dont le but est d'étudier les résultats d'apprentissage de l'enseignement supérieur afin de savoir s'ils sont pertinents d'une langue et d'une culture à l'autre.
- Non seulement nous reconnaissons que nous devons établir des normes professionnelles qui ont une portée pancanadienne, mais la nouvelle économie mondiale exige que nous adoptions un point de vue international dans nos partenariats afin de favoriser la connaissance et la technologie dans d'autres régions.
- L'Institut de technologie du nord de l'Alberta a établi des partenariats avec des industries de plus de 60 pays, dont plusieurs font partie de l'APEC. Par exemple, il a créé un partenariat avec BP Vietnam pour offrir une formation pour les techniciennes et techniciens en instrumentation et les mécaniciennes et mécaniciens de chantier dans l'industrie de l'exploitation du pétrole en mer répondant aux normes de l'Alberta.
- Nous étudions également des façons innovatrices d'augmenter le nombre d'institutrices et d'instituteurs pour nous aider avec la croissance de la main-d'œuvre. Ma propre province a lancé un programme visant à attirer plus d'institutrices et d'instituteurs qualifiés dans ce domaine puisque le personnel enseignant n'a pas toujours l'expérience pratique dans les métiers... et une deuxième initiative visant à donner une nouvelle formation aux enseignantes et enseignants qui sont dans un domaine pour lequel la demande n'est plus

aussi forte afin de leur donner de nouvelles compétences pour enseigner dans un domaine technique.

- Nous prenons aussi les mesures nécessaires pour offrir un plus grand accès à la formation professionnelle aux segments de la population qui sont traditionnellement sous-représentés dans la main-d'œuvre.
- Un exemple de ces mesures est un partenariat avec les organismes sans but lucratif, au titre duquel a été établi le programme *Careers, the Next Generation* (carrières, la prochaine génération), qui est parrainé par l'industrie pour exposer les élèves de la maternelle à la 12^e année aux métiers et pour leur donner une expérience de travail. Ce programme vise spécialement la participation des Autochtones.
- Au Canada, tous les élèves suivent une formation similaire de la maternelle à la 12^e année, et les possibilités professionnelles sont intégrées dans cette formation. Les élèves qui terminent leur 12^e année peuvent ensuite choisir leur profession et suivre une formation spécialisée.
- L'un des aspects essentiels de l'exposition aux professions pour les élèves est le cours *Career and Technology Studies – CTS* (études en carrières et technologies), qui fait partie du programme d'études.
- L'Alberta met actuellement sur pied un programme au cours duquel les élèves peuvent obtenir des crédits doubles en fonction de la compétence; c'est-à-dire qu'ils peuvent obtenir des crédits pour leur diplôme d'études secondaires et des crédits pour une certification professionnelle pendant qu'ils sont au secondaire. Les élèves peuvent quitter l'école secondaire avec un ou deux ans d'apprentissage déjà terminés.
- Les établissements postsecondaires reconnaissent aussi l'apprentissage préalable et les crédits obtenus pour la certification.
- Une autre méthode pour laquelle nous donnons un plus grand accès, spécialement aux communautés éloignées et autochtones, est l'apprentissage en ligne offert en partenariat avec l'industrie, les collèges techniques et les chefs de file de l'apprentissage en ligne comme l'Université Athabasca.
- Malgré tout, nous prévoyons que tous ces efforts ne seront pas suffisants pour répondre à la croissance économique et démographique, et le Canada cherche également des travailleuses et des travailleurs qualifiés au-delà de ses frontières.

- Les employeurs canadiens peuvent recruter des travailleuses et des travailleurs dans des domaines où la main-d'œuvre n'est pas suffisante par l'entremise du Programme des travailleurs étrangers temporaires.
- Le Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers aide également à intégrer au marché du travail canadien des travailleuses et travailleurs formés dans le monde entier.
- Chaque province et chaque territoire a mis au point des programmes complémentaires.
- La Colombie-Britannique a créé le sceau EQA d'assurance de la qualité en éducation, qui est décerné aux établissements postsecondaires publics et privés qui ont satisfait aux normes reconnues par le gouvernement, ou qui les ont surpassées.
- Le Canada participe à la recherche internationale sur la qualité de l'éducation qui mesure les résultats de l'apprentissage.
- Nous attendons avec impatience les résultats de ces études pour nous aider à mieux aligner l'enseignement et la formation techniques et professionnels avec les besoins du marché du travail.

Conclusion

- Le Canada continuera de chercher des façons de développer les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels tout en équilibrant les normes de haute qualité au moyen de la collaboration avec l'industrie et les partenaires commerciaux dans le but d'équiper les élèves pour la vie et le travail dans une économie mondiale.

**5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC
Imaginons ensemble pour l'avenir et l'espoir
Du 21 au 23 mai 2012
Gyeongju, République de Corée**

Introduction

1. Nous, ministres de l'Éducation et hauts fonctionnaires de l'Australie; du Brunei Darussalam; du Canada; du Chili; de la République populaire de Chine; des États-Unis, de Hong Kong (Chine); de l'Indonésie; du Japon; de la République de Corée; de la Malaisie; du Mexique; de la Nouvelle-Zélande; de la Papouasie-Nouvelle-Guinée; du Pérou; des Philippines, de la Fédération de Russie; de Singapour; du Taipei chinois; de la Thaïlande et du Vietnam, nous sommes réunis pour la 5^e Réunion des ministres de l'Éducation de l'APEC (RMEA) à Gyeongju, en République de Corée, du 21 au 23 mai 2012, sous la présidence de M. Ju-Ho Lee, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie de la République de Corée.

2. Le thème de cette 5^e RMEA « défis futurs et réponses éducatives : favoriser un enseignement mondial, novateur et coopératif » a un lien étroit avec les priorités de l'APEC proposées par la Fédération de Russie en 2012 puisque l'enseignement coopératif est un élément important pour favoriser la croissance de l'innovation dans la région, promouvoir les compétences futures adéquates pour la société planétaire, créer des systèmes d'enseignement novateurs et favoriser la prise de décisions stratégiques de façon plus collaborative pour assurer la réussite commune.

3. Nous reconnaissons que la mission de l'APEC est d'appuyer la croissance économique durable et la prospérité dans la région Asie-Pacifique, et nous reconnaissons aussi l'importance d'avoir une communauté Asie-Pacifique dynamique et harmonieuse en soutenant la libéralisation et l'ouverture du commerce et de l'investissement ainsi que l'intégration économique régionale tout comme l'importance de fournir à tous les élèves une éducation de qualité leur permettant de prendre part à l'économie mondiale. Avec le mouvement de plus en plus important des investissements, de la main-d'œuvre qualifiée, du savoir et des compétences entre les économies, l'éducation est essentielle pour faciliter l'intégration économique régionale et améliorer la prospérité entre les économies membres de l'APEC.

4. Nous reconnaissons aussi que la nature changeante du travail exige que les travailleuses et travailleurs détiennent une éducation de niveau supérieur de haute qualité et les compétences requises pour le travail tout comme nous reconnaissons l'évolution de l'éducation avec l'intégration de la technologie et l'adoption de pratiques d'enseignement et d'apprentissage novatrices. Enfin, la nature changeante de l'éducation entraîne le besoin d'une coopération et d'une collaboration accrues entre les fournisseurs de services éducatifs, les entreprises, les chercheuses et chercheurs et les autres parties intéressées de façon à mieux répondre aux besoins de tous les élèves et apprenantes et apprenants et ceux de l'économie.

Innovations et progrès

5. Nous reconnaissons les progrès réalisés par le Groupe de travail sur le développement des ressources humaines (GTDRH) de l'APEC et le Réseau de l'éducation (EdNet) pour ce qui est de développer et d'étendre la base de connaissances en matière d'éducation pour la région de l'APEC. Nous reconnaissons l'importance du travail d'acquisition et de mise en commun du savoir effectué par EdNet par l'entremise des réseaux de la banque de connaissances wiki du GTDRH de l'APEC et de l'*APEC Learning Community Builders* – ALCoB (bâtisseurs des communautés d'apprentissage de l'APEC) pour ce qui est de l'établissement des domaines prioritaires en éducation de 2008 : l'enseignement des mathématiques et des sciences; l'étude des carrières et de la technologie (ECT)/l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP); l'apprentissage des langues; ainsi que les technologies de l'information et des communications (TIC) et la réforme systémique.

6. Nous reconnaissons la richesse du savoir accumulée dans les domaines prioritaires depuis la 4^e RMEA au Pérou en 2008. Nous réitérons l'importance de l'établissement des domaines prioritaires pour orienter la région de l'APEC de façon à créer des sociétés d'apprentissage et à atteindre la prospérité pour tous les peuples des économies membres. De plus, il est essentiel dans une société mondialisée de renforcer les compétences et les aptitudes pour le xxi^e siècle de toute la population avec des qualités comme la pensée critique, la résolution de problèmes, la communication et la collaboration, le savoir-faire technologique et la connaissance des langues étrangères.

7. Nous reconnaissons le succès de la réunion préalable des ministres organisée par EdNet à Moscou en février 2012, au cours de laquelle les chercheuses et chercheurs et les responsables de l'élaboration des politiques ont échangé des données de recherche et des analyses des politiques reflétant les plus grands besoins des économies membres. Nous reconnaissons les progrès réalisés par le GTDRH et par EdNet pour la promotion du rôle de l'éducation dans le développement social, individuel, économique et durable, et nous convenons de continuer à appuyer la recherche et l'analyse des politiques par l'entremise d'EdNet.

Mondialisation et éducation

8. Le mouvement croissant du capital humain et de l'information a étendu les possibilités pour l'intégration régionale des économies membres de l'APEC. Nous sommes conscients du fait que les gens ont un plus grand accès à l'information et au savoir, et qu'ils interagissent de plus en plus avec les autres cultures. Nous reconnaissons que l'éducation joue un rôle essentiel pour la croissance durable et inclusive dans la région de l'APEC. Nous reconnaissons l'importance des domaines prioritaires de l'APEC établis pour la période allant de 2012 à 2016, soit l'enseignement des mathématiques et des sciences, l'enseignement des langues et des cultures, l'EFTP et la qualité de l'enseignement supérieur, pour donner aux élèves les compétences du xxi^e siècle dont ils ont besoin pour participer pleinement à la société mondialisée basée sur le savoir.

9. Dans l'état actuel de la société mondialisée, nous reconnaissons qu'une compréhension accrue des cultures pour favoriser les compétences et les aptitudes en communication à l'échelle planétaire est essentielle. De plus, l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage des mathématiques et des sciences développera davantage la pensée critique et la capacité cognitive des élèves, et favorisera aussi leur créativité et leur souplesse. Ces compétences peuvent être la base, pour les élèves, de l'acquisition des connaissances pratiques sur les risques de catastrophes et des compétences connexes, et de l'application de ces compétences aux problèmes réels. Nous reconnaissons également l'importance de la préparation d'une main-d'œuvre qualifiée détenant les compétences du ^{xxi}^e siècle, de la promotion de la compréhension culturelle et de l'amélioration continue de la qualité dans l'EFTP et l'enseignement supérieur.

10. Les ministres ont étudié les recommandations proposées par EdNet dans les domaines prioritaires, soit l'enseignement des mathématiques et des sciences, l'enseignement des langues et des cultures, l'EFTP et la qualité de l'enseignement supérieur. Nous convenons de l'importance d'améliorer davantage les réponses éducationnelles dans les directions suivantes :

- 1) Continuer d'améliorer la capacité relative à l'enseignement des mathématiques et des sciences dans toutes les économies membres de l'APEC. Définir les pratiques exemplaires pour veiller à ce que les élèves apprennent les bases des mathématiques et des sciences et appliquent cet apprentissage aux problèmes réels, comme la conservation de l'environnement, la réduction des dommages causés par les catastrophes et la réalisation d'une croissance écologique et durable.
- 2) Créer un environnement ouvert pour la collaboration en éducation des mathématiques et des sciences en commençant par établir une base de données commune de problèmes de mathématiques, d'évaluations et de méthodes d'évaluation.
- 3) Appuyer l'enseignement des langues étrangères tout au long de la scolarité des élèves et mettre au point un système pour entretenir et former des enseignantes et enseignants hautement qualifiés en enseignement des langues tout en tenant compte de la diversité culturelle.
- 4) Étendre les possibilités pour les élèves, spécialement pour les femmes et les filles et les apprenantes et apprenants diversifiés, de prendre part aux programmes d'EFTP, et renforcer le partenariat entre le secteur public et le secteur privé intégrant l'EFTP de façon à ce que les compétences que les élèves acquièrent reflètent les besoins réels du marché du travail mondial pour les professions en demande dans des secteurs de l'industrie connaissant une forte croissance.
- 5) Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur en renforçant le corps enseignant, et assurer la qualité au moyen d'indicateurs de haute qualité et de pratiques exemplaires de façon à faciliter la mobilité des élèves et des fournisseurs de services éducatifs entre les économies membres de l'APEC et au sein de celles-ci.

Innovation en éducation

11. Tous les jours, nous sommes témoins des avancées technologiques et des transformations rapides qui en découlent dans la façon dont l'information est communiquée. Les TIC sont des outils pour le développement social et économique. Nous reconnaissons l'importance de l'amélioration de l'utilisation des TIC en éducation pour une croissance novatrice et inclusive dans la région de l'APEC, mais nous reconnaissons également qu'il existe toujours un écart quant à l'infrastructure et au développement des TIC entre les économies membres de l'APEC. Nous reconnaissons aussi le besoin d'améliorer la capacité des enseignantes et enseignants quant à l'utilisation efficace des TIC pour qu'ils puissent aider les élèves à acquérir les compétences pour le ^{xxi}^e siècle, et qu'une attention particulière doit être accordée à la préparation et à la formation du personnel enseignant.

12. Nous reconnaissons l'importance du personnel enseignant et de la qualité de celui-ci comme le facteur le plus important déterminant la réussite des élèves. Des changements fondamentaux et novateurs en enseignement et, par le fait même, à la préparation et au perfectionnement du personnel enseignant, sont nécessaires pour donner aux élèves les compétences pour le ^{xxi}^e siècle. Nous reconnaissons que le fait d'appuyer le personnel enseignant à toutes les étapes, du recrutement à l'entrée en fonction et jusqu'au perfectionnement professionnel, est essentiel pour établir la capacité d'enseignement de l'APEC de façon à obtenir des travailleuses et travailleurs les plus productifs au monde.

13. À la lumière de l'étude des recommandations proposées par EdNet dans les domaines prioritaires des TIC en éducation et de la qualité du personnel enseignant, les ministres demandent à EdNet de se pencher sur les réponses éducationnelles suivantes :

- 6) Mettre en commun les expériences relatives à l'utilisation des TIC en éducation, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de plans directeurs à l'échelle nationale pour l'utilisation des TIC en éducation et la création de ressources éducatives libres (REL), comme celles qui se trouvent dans le wiki de développement des ressources humaines de l'APEC. Il faut également encourager l'échange d'information sur le déploiement de l'utilisation des TIC en éducation entre les économies membres.
- 7) Renforcer les pratiques du personnel enseignant dans l'enseignement au moyen des TIC de façon à optimiser l'apprentissage des mathématiques, des sciences, des langues, des cultures et des matières relatives à l'EFTP pour les élèves.
- 8) Accroître la participation du personnel enseignant des économies membres aux cours d'apprentissage en ligne de l'APEC.
- 9) Mettre en commun les pratiques prometteuses pour le renforcement du processus de développement du personnel enseignant, de l'entrée en fonction et jusqu'en cours d'emploi, sur des questions comme le recrutement, la préparation, le cheminement de carrière, l'initiation au travail, les mesures incitatives, l'évaluation et les normes de qualité.

Coopération en éducation pour l'avenir

14. Nous reconnaissons l'importance de la stratégie de croissance des leaders de l'APEC pour la prospérité dans la région Asie-Pacifique et insistons sur le fait que l'éducation joue un rôle clé pour la mise en œuvre et la réalisation d'une telle prospérité. Dans le contexte de la mondialisation, les ministres conviennent que la coopération en éducation est le moteur essentiel d'une croissance durable, sûre, inclusive, innovatrice et équilibrée de la région de l'APEC.

15. Nous reconnaissons que la coopération en éducation doit être améliorée entre les économies membres et au sein de celles-ci pour surmonter les défis mondiaux et régionaux, notamment pour faire face aux crises économiques et environnementales, réduire les écarts économiques et numériques, réduire les risques de catastrophes naturelles et humaines et accroître la faisabilité des recommandations présentées pour les domaines prioritaires. Les ministres conviennent du besoin d'explorer des façons d'étendre la coopération en éducation entre les économies membres de l'APEC.

16. Nous reconnaissons qu'il est essentiel que les économies membres coopèrent pour renforcer la capacité et la viabilité future des efforts en éducation dans la région de l'APEC. Les ministres accueillent favorablement la croissance des projets parrainés par les universités qui rassemblent des consortiums d'universités, comme l'étude sur les mathématiques et les sciences menée par l'Université Kheon Kaen (Thaïlande) et l'Université Tsukuba (Japon); l'étude sur les langues étrangères menée par l'Université Ming Chuan (Taipei chinois); le projet ALCoB, qui est effectué en collaboration avec l'Université nationale de Pusan (Corée); les projets de préparation du personnel enseignant pour la qualité de l'enseignement en mathématiques et en sciences au secondaire menés par le *National Institute of Education* (institut national de l'éducation) (Singapour), l'Université Columbia (États-Unis) et l'Université de Waikato (Nouvelle-Zélande); et les projets sur la qualité de l'enseignement supérieur menés par l'Université Monash (Australie), l'Université normale de la Chine de l'Est (Chine), l'Université d'Hawaii (États-Unis) et l'Université fédérale d'Extrême-Orient (Russie). Les ministres conviennent que l'orientation des efforts de coopération en éducation à venir devrait inclure à la fois l'échange d'information et d'autres formes pratiques de coopération qui vont dans le même sens que le HRD-PPP (développement des ressources humaines – partenariat public-privé) (initiative de Moscou).

17. Nous reconnaissons le besoin d'établir des modèles de coopération et des pratiques exemplaires afin de mettre en commun et d'apprendre les uns des autres et de rehausser le niveau de coopération en éducation. Nous convenons qu'il est nécessaire que des projets pluriannuels soient entrepris par EdNet pour faciliter et évaluer les projets de collaboration régionaux. L'orientation future pour le soutien doit comprendre l'élaboration de stratégies de collaboration entre les gens, la mise en commun des ressources et le réseautage des établissements dans toutes les économies membres de l'APEC. Nous prévoyons que cette collaboration en éducation créera des synergies lorsqu'elle sera combinée aux mécanismes de collaboration actuels comme la création et les efforts de diffusion de la banque de

connaissances wiki de l'APEC financée par les États-Unis et les activités de l'ALCoB parrainées par la Corée, qui soutiennent déjà la coopération régionale. Les ministres ont souligné le travail des fonctionnaires, qui ont étudié un certain nombre de propositions visant la mise en commun de la recherche, de l'information et du savoir dans le domaine des services éducatifs, y compris l'initiative proposée par la Fédération de Russie pour la création d'une coopération en enseignement supérieur. La Fédération de Russie a informé les ministres qu'elle tiendra une conférence à ce sujet.

18. Nous accueillons favorablement la recommandation de la Corée visant l'amélioration de la coopération pratique et durable en éducation, sous le titre *Education Cooperation Project – ECP* (projet de coopération en éducation), une initiative de Gyeongju. Les ministres apprécient l'initiative de la Corée sur la coopération.

19. À la suite d'une étude d'EdNet, nous dirigeons l'ébauche de l'ECP et le rapport des résultats, dont le titre provisoire est *APEC Educational Cooperation Strategies* (stratégies de coopération en éducation de l'APEC), qui seront soumis à la 6^e RMEA par l'entremise d'EdNet d'ici 2016. Ce rapport sur les stratégies de coopération en éducation de l'APEC devrait comprendre des façons possibles d'étendre la coopération en éducation pour la prospérité future de toutes les économies membres de l'APEC et devrait consolider toutes les données de la recherche collaborative et des discussions des colloques pour la période de 2013 à 2016. Le rapport devrait également donner une orientation pour la mise au point d'un système mutuellement bénéfique de coopération en éducation de l'APEC apportant le plus d'avantages pour toutes les économies de l'APEC. De plus, nous demandons à EdNet de mettre sur pied un portail sur la collaboration en éducation dans la banque de connaissances wiki de l'APEC, avec des liens vers des ressources extérieures et des pages de wiki décrivant les données de la recherche liées à l'ECP, des documents et des ressources.

Conclusion

20. Nous affirmons que des efforts en éducation sont entrepris par les économies membres de l'APEC avec des organismes internationaux d'éducation au-delà de la région Asie-Pacifique, notamment l'OCDE, l'EAS (sommet de l'Asie de l'Ouest), l'OEA, l'OMEASE, la Banque mondiale et l'UNESCO, pour renforcer la recherche coopérative et la mise en commun des pratiques exemplaires dans la communauté mondiale au titre des lignes directrices de l'APEC sur la gestion de la coopération avec les non-membres. Nous demandons à EdNet de tirer parti de ces relations existantes et de les renforcer, et d'établir de nouveaux partenariats avec des organismes bilatéraux et multilatéraux en faisant la promotion d'activités qui correspondent aux priorités des ministres et aux priorités établies lors de la réunion ministérielle de l'APEC sur le développement des ressources humaines.

21. Nous demandons qu'EdNet présente un rapport des conclusions tirées de la 5^e RMEA lors de la prochaine réunion des leaders de l'APEC qui aura lieu à Vladivostok, en Russie, en septembre 2012, et qu'il fournisse aux ministres un rapport des progrès annuel à l'égard des objectifs qui ont été établis.

22. Nous souhaitons souligner toute notre appréciation et notre gratitude à la République de Corée, notre économie hôte, pour l'excellente coordination et préparation de la réunion. Nous souhaitons également remercier le Fonds de soutien de l'APEC et la Russie pour le financement du 3^e colloque préalable des ministres sur la recherche et les politiques en éducation ainsi que la Chine, la Corée, le Pérou, la Russie et les États-Unis pour l'élaboration de la base de données sur la recherche et les politiques pour les domaines prioritaires adoptés par les ministres. Finalement, nous sommes sincèrement reconnaissants envers EdNet, le GTDRH et le Secrétariat de l'APEC pour leurs contributions importantes au succès de cette réunion.

PHOTOS

